

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1138 le 26 juillet 2020

Dans ce numéro

En Turquie arrestation de vingt-sept personnes soupçonnées d'être liées au groupe État islamique...

(Page 2)

En Iran exécution d'un homme accusé d'espionnage au profit des États-Unis et d'Israël...

(Page 3)

Les électeurs américains appelés à la vigilance par les services de contre-espionnage...

(Page 4)

Vers un déploiement du système de défense antimissile américain Aegis-Ashore sur l'île de Guam...

(Page 5)

La Russie accusée par Washington d'avoir testé une arme capable de détruire des satellites dans l'espace...

(Page 6)

Les récents incendies ayant frappé différents sites iraniens ne seraient pas liés à des cyberattaques, selon Téhéran...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLES

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

En mer Égée, regain de tension entre la Grèce et la Turquie...

La marine nationale grecque annonce le déploiement de navires en mer Égée, une mesure prise suite aux récentes activités turques d'exploration gazière en mer Égée. Des unités prêtes à répondre à toute activité ont déjà été mobilisées. La tension est à son comble entre la Grèce et la Turquie et tout est allé très vite. Mardi soir la Turquie a annoncé par message NAVTEX, un système d'information maritime international, son intention de procéder à des analyses sismiques au sud-est de l'île grecque de Kastellorizo, en eau européenne donc. Puis Ankara s'est dépêché d'envoyer dix-huit navires de guerre au large de l'île et un navire de recherche s'appête à voguer dans la zone. La Grèce a immédiatement réagi en préparant sa flotte et en gelant tous les congés de ses militaires.

(Radio Vatican, le 23-07-2020)

Plusieurs drones arméniens auraient été abattus par l'armée d'Azerbaïdjan...

L'armée azerbaïdjanaise a abattu un drone arménien sur la ligne de front. Dans un communiqué, le ministère azerbaïdjanais de la Défense informe qu'un drone arménien de type X-55 qui effectuait un vol de reconnaissance sur les positions azerbaïdjanaises dans le village d'Agdam dans la ville de Tovuz, a été abattu. Le ministère a aussi publié les images du drone abattu. L'armée azerbaïdjanaise avait également abattu deux drones arméniens avant-hier.

(La voix de la Turquie, le 24-07-2020)

Mise en orbite du premier satellite sud-coréen de communication militaire...

Une semaine après la date de départ initialement prévue, le premier satellite sud-coréen de communication militaire, baptisé *Anasis 2*, a finalement été lancé ce matin dans l'espace, à bord d'une fusée *Falcon 9*. Le lanceur de l'entreprise américaine SpaceX a décollé à 6h30, heure de Séoul, de la base aérienne de Cap Canaveral en Floride, aux États-Unis. Après trois minutes de vol, son premier étage s'est séparé, avant de se poser à la verticale sur une plateforme prévue dans l'océan Atlantique. Vingt-six minutes après le décollage, la fusée s'est placée sur la bonne orbite. Dans la foulée, 3 minutes et 30 secondes plus tard, son second étage s'est à son tour séparé avec succès. Vers 8h19, toujours heure de Séoul, le satellite a réussi à communiquer avec le centre spatial de Toulouse en France. Il accédera à une orbite géostationnaire à 36 000 kilomètres d'altitude au-dessus de l'équateur, en utilisant sa propre propulsion. *Anasis 2* a été conçu par le constructeur aéronautique européen Airbus, sur la base de sa plateforme satellite *Eurostar E3000*. Il pourra fournir à l'armée sud-coréenne des communications sécurisées sur une large couverture. Le constructeur américain Lockheed Martin lui aurait livré en contrepartie des achats de ses avions de combat F-35.

(KBS World Radio, le 21-07-2020)

En Turquie arrestation de vingt-sept personnes soupçonnées d'être liées au groupe État islamique...

La police turque a arrêté dimanche à Istanbul vingt-sept personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec l'État islamique, a rapporté un média local. La police a lancé des opérations simultanées dans quinze districts de la ville afin de capturer ces suspects, a déclaré la chaîne de télévision d'État TRT. Les unités antiterroristes de la police affirment que les individus arrêtés au cours de ces opérations projetaient des activités terroristes dans plusieurs lieux d'Istanbul, selon TRT.

(Radio Chine internationale, le 20-07-2020)

Au moins deux morts après l'attaque d'un détachement militaire dans l'est du Burkina Faso...

Au Burkina Faso au moins deux soldats burkinabés ont été tués et cinq blessés lors d'une attaque hier contre un détachement militaire dans l'est du pays, près de la frontière du Niger, a appris l'AFP de source sécuritaire. Cette attaque survient après deux autres perpétrées contre des civils la semaine dernière dans la même région.

(La voix de l'Amérique, le 21-07-2020)

Sept membres présumés du groupe État islamique tués dans une frappe aérienne américaine en Somalie...

Les États-Unis ont annoncé mercredi avoir mené une frappe aérienne en Somalie contre le groupe État islamique qui venait d'attaquer l'armée somalienne, tuant sept djihadistes. « Au moment de la frappe non loin du port de Bossasso, sur le golfe d'Aden, des militaires américains se trouvaient dans la zone pour conseiller et assister les forces somaliennes et partenaires » a précisé le commandement militaire américain pour l'Afrique (AFRICOM) dans un communiqué. La frappe a tué sept djihadistes a précisé l'AFRICOM, ajoutant qu'à sa connaissance, aucun civil n'a été tué ou blessé. L'État islamique, un groupe très modeste en Somalie par rapport aux shabaab affiliés à Al-Qaïda, est actif dans la région du Puntland, au nord de la Somalie, où ses combattants ont établi des camps d'entraînement et de stockage d'armes, venant essentiellement du Yémen voisin.

(Africa Radio le 22-07-2020)

Quatre ressortissants chinois enlevés par des inconnus armés dans le sud du Nigeria...

Quatre Chinois ont été enlevés par des hommes armés, dans la nuit de mardi à mercredi, dans une carrière située dans le sud du Nigeria et le policier qui les protégeait a été abattu, a annoncé mercredi la police locale. « Quatre travailleurs chinois ont été enlevés la nuit dernière par des hommes armés dont l'identité est inconnue » a déclaré à l'AFP Irene Ugbo, porte-parole de la police de l'État de Cross River. « Un officier de police, chargé de leur protection, a été retrouvé mort, tué par balle » a-t-elle précisé, ajoutant que les recherches pour retrouver les auteurs de l'enlèvement étaient en cours. Selon un responsable local, Dominic Akpan, il s'agit de six personnes armées de fusils d'assaut kalashnikov. « Ils ont tiré en l'air, l'un d'eux a visé le policier et l'a abattu. Il a récupéré l'arme du policier avant de se diriger vers les Chinois », a-t-il déclaré à l'AFP. Les raisons du kidnapping sont encore inconnues, mais les enlèvements pour rançon, visant notamment des ressortissants étrangers, sont fréquents au Nigeria, en particulier dans le sud du pays. Les victimes sont généralement libérées quelques jours ou quelques semaines après l'enlèvement, après le paiement d'une rançon.

(Africa Radio, le 22-07-2020)

Au Nigeria cinq humanitaires tués par des membres présumés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest...

Au Nigeria, cinq humanitaires ont été tués par des combattants affiliés à l'État islamique en Afrique de l'Ouest. Parmi eux figure un employé de l'ONG française Action contre la faim.

(Radio Vatican, le 23-07-2020)

Au Nigeria cinq humanitaires nigériens, dont un employé de l'ONG française Action contre la faim, ont été tués par les djihadistes qui les avaient enlevés dans le nord-est du pays en proie au conflit contre Boko Haram, a indiqué hier l'ONG. De son côté l'International Rescue Committee a confirmé la mort d'un de ses employés. Des combattants affiliés au groupe État islamique en Afrique de l'Ouest avaient auparavant mis en ligne une vidéo montrant l'assassinat des cinq hommes.

(La voix de l'Amérique, le 23-07-2020)

En Iran exécution d'un homme accusé d'espionnage au profit des États-Unis et d'Israël...

Téhéran a exécuté, ce matin, un homme reconnu coupable d'espionnage pour le compte des États-Unis et d'Israël. Mahmoud Moussavi Majd a été condamné, selon la justice iranienne, pour avoir notamment transmis à la CIA les déplacements d'un général iranien tué plus tard par une frappe de drone.
(Radio Vatican, le 20-07-2020)

Washington ordonne la fermeture du consulat chinois de Houston pour protéger la propriété intellectuelle américaine...

Le consulat chinois de Houston a été fermé pour protéger la propriété intellectuelle américaine et les informations privées des Américains. Voilà la justification avancée par l'administration Trump qui reste sur cette histoire très évasive. Le régime communiste, dit-elle, s'est livré par le passé à un espionnage massif et s'est mêlé de politique intérieure américaine.
(Radio Vatican, le 23-07-2020)

Aux États-Unis multiplication des poursuites contre des Chinois soupçonnés de se livrer à de l'espionnage...

Un pas supplémentaire a été franchi dans la confrontation entre Washington et Pékin, qui dure depuis plusieurs mois. Au lendemain de la décision américaine de fermer le consulat de Chine à Houston, on apprend que le FBI a interrogé plusieurs ressortissants chinois détenteurs de visas dans près de trente villes américaines, selon ce qu'a indiqué le département de la Justice. Ces derniers sont soupçonnés de travailler pour l'Armée populaire de libération (APL), les forces armées chinoises. Trois ressortissants chinois ont été arrêtés pour fraude tandis qu'un quatrième, en fuite, est réfugié au consulat chinois de San Francisco. Selon les autorités américaines, tous sont des membres de l'APL qui se font passer pour des chercheurs. Dans les interrogatoires des membres de l'Armée populaire de libération, le FBI a découvert l'existence d'efforts concertés visant à dissimuler leur véritable affiliation afin de se servir des États-Unis et du peuple américain, a dit John Brown, un responsable du FBI. La personne qui se retrouve au consulat de Chine à San Francisco s'appellerait Juan Tang, selon les autorités américaines. Il s'agit d'une chercheuse, spécialiste des traitements contre le cancer. Elle travaillait depuis janvier dans un laboratoire de l'université de Californie. Pour obtenir son permis de séjour, elle avait assuré n'avoir jamais été liée à l'armée chinoise. Or, selon son acte d'accusation, des enquêteurs ont découvert des photos d'elle en uniforme et établi qu'elle travaillait pour un hôpital militaire chinois. Après la perquisition de son domicile et son interrogatoire par le FBI le 20 juin dernier, elle s'est abritée au consulat de San Francisco, selon le département de la Justice. Visé par des accusations comparables, le chercheur en médecine Xin Wang a été arrêté le 7 juin alors qu'il s'apprêtait à quitter les États-Unis. La police américaine a également interpellé le 18 juillet Chen Song, une spécialiste du cerveau, et Kaikai Zhao, étudiant en intelligence artificielle. Pékin a accusé les États-Unis de persécuter politiquement les étudiants et universitaires chinois. « Nous appelons les États-Unis à arrêter d'utiliser toutes sortes d'excuses pour restreindre, harceler ou se débarrasser des chercheurs chinois » a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Wang Wenbin. « La Chine prendra les mesures nécessaires pour protéger la sécurité et les droits légitimes des citoyens chinois » a-t-il ajouté. La police et la justice américaine multiplient depuis plusieurs mois les poursuites contre des Chinois soupçonnés de se livrer à de l'espionnage économique ou industriel.
(Radio Canada international, le 24-07-2020)

Un haut fonctionnaire du ministère états-unien de la Justice a annoncé vendredi l'arrestation d'une ressortissante chinoise qui s'était réfugiée dans un consulat de son pays à San Francisco. La femme était entrée aux États-Unis en décembre de l'année dernière et travaillait comme chercheuse à l'université de Californie, à Davis. Elle est l'une des quatre ressortissants chinois accusés de fraude au visa par des fonctionnaires du ministère de la Justice. Ils étudiaient dans des universités états-uniennes et ils sont soupçonnés d'avoir menti sur leurs liens avec l'armée chinoise. Parmi eux figurent également un officier et des chercheurs de l'Armée populaire de libération de la Chine. La femme a été la dernière à être arrêtée. On ne sait pas exactement comment les autorités américaines ont pu arrêter une personne au sein de la mission diplomatique. Le ministère de la Justice et le FBI sont en état d'alerte contre les chercheurs et scientifiques militaires chinois. Ils pensent que Pékin les envoie dans des universités états-uniennes pour voler des données scientifiques et technologiques.
(Radio Japon international, le 25-07-2020)

Les électeurs américains appelés à la vigilance par les services de contre-espionnage...

Les électeurs vont devoir faire preuve de prudence face au risque d'ingérence étrangère lors des élections américaines du 3 novembre, a déclaré vendredi le chef de l'agence de contre-espionnage dans un rare avertissement selon lequel le public a été appelé à filtrer les informations, vérifier les sources en ligne et signaler les actions suspectes. « Le public américain a un rôle à jouer dans la sécurisation des élections, notamment en termes de vigilance contre l'influence étrangère » a déclaré William Evanina, chef du National Counterintelligence and Security Center (NCSC), à près de 100 jours de l'élection présidentielle. « Nous encourageons les Américains à suivre les informations de manière critique, à consulter les sources avant de republier ou de diffuser des messages, et à signaler aux autorités toute activité électorale suspecte » a-t-il ajouté dans un communiqué. Compte tenu de la complexité des systèmes américains de dépouillement et des systèmes d'audit, M. Evanina a déclaré qu'il serait extrêmement difficile pour les adversaires étrangers de perturber ou de modifier globalement le décompte des voix sans être repérés. « Les pays étrangers tentent toutefois d'influencer les électeurs américains via les médias sociaux, et exploitent différents sujets actuels pour mener des campagnes de désinformation » a-t-il prévenu. « L'agence est principalement préoccupée par l'ingérence de la Chine, la Russie et l'Iran, bien que d'autres pays anonymes et acteurs non étatiques pourraient également nuire à notre processus électoral » a-t-il précisé. Lundi, des responsables démocrates se sont dits très préoccupés affirmant que le Congrès américain semblait être la cible d'une campagne de désinformation orchestrée depuis l'étranger qui vise selon eux, à peser sur la présidentielle du 3 novembre.

(I24News, le 25-07-2020)

... MILITAIRE ...

Un plan de réduction des troupes américaines en Corée du Sud aurait été présenté à la Maison-Blanche...

Un plan de réduction du nombre de soldats américains stationnés en Corée du Sud a été rapporté, en mars dernier, à la Maison-Blanche. C'est ce qu'a révélé, le 17 juillet, le site du département de la Défense des États-Unis, dans un document consacré aux réalisations du secrétaire à la Défense, Mark Esper, durant sa première année de mandat. Selon un article du *Wall Street Journal* publié le même jour, le Pentagone a présenté à la Maison-Blanche son plan de réduction des GI's dont le nombre s'élève à 28 500 au pays du matin clair. Ce plan a été élaboré suite à la demande de l'administration Trump. Cependant, rien n'a été décidé pour le moment. Cette annonce a provoqué une forte opposition au sein de la classe politique. David Adam Smith, élu démocrate et chef de la Commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis, a souligné l'importance de maintenir les troupes US au sud du 38e parallèle, dans le but de dissuader toute provocation de P'yongyang. Toujours d'après le *Wall Street Journal*, le président américain cherche à faire pression sur Séoul afin d'obtenir l'augmentation de la participation financière de son allié aux frais occasionnés par le stationnement des soldats, avant la présidentielle américaine de novembre 2020. À ce propos, le gouvernement sud-coréen a martelé une fois de plus que les deux côtés n'avaient pas discuté de la réduction du nombre de soldats américains stationnés en Corée du Sud. Tous les yeux sont tournés sur le prochain entretien téléphonique entre les ministres de la Défense des deux pays, prévu dans le courant du mois.

(KBS World Radio, le 20-07-2020)

Le Sénat américain autorise le maintien de 28 500 militaires américains en Corée du Sud...

Aux États-Unis, le Sénat a adopté hier le projet de loi d'autorisation de la Défense nationale (NDAA) pour l'année fiscale 2021. Le texte prévoit, entre autres, le maintien du nombre de soldats américains stationnés dans le sud de la péninsule coréenne à 28 500. Cette approbation attire d'autant plus l'attention qu'elle intervient alors que le *Wall Street Journal* a récemment rapporté que le Pentagone avait proposé, en mars dernier, une réduction des effectifs militaires en Corée du Sud. Avant cela, le projet de NDAA a été approuvé, le 21 juin dernier, à la Chambre des députés. Plus précisément, il n'est pas permis au président des États-Unis d'utiliser du budget pour réduire le volume de la force américaine dans le pays du matin clair sans l'approbation du Congrès. Cependant, deux conditions de dérogation y ont été incluses : si le secrétaire à la Défense prouve au Capitole que cette réduction est conforme aux intérêts sécuritaires du pays et ne porte pas gravement atteinte à ceux de ses alliés, et qu'elle a été concertée avec ces derniers, comme la Corée du Sud et le Japon, l'exécutif peut la mettre

en œuvre. Le texte comprendrait également des articles sur le renforcement de la défense antimissile, reflétant la menace nord-coréenne de tirs de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Ce projet de loi sera approuvé une fois que le comité conjoint du Congrès en aura élaboré les modalités. Il faudra également que ses deux chambres passent une nouvelle fois au vote la version définitive. Enfin, la loi sera promulguée après signature du président.

(KBS World Radio, le 24-07-2020)

La Corée du Sud aurait réussi la mise au point d'un missile balistique capable de transporter une ogive de deux tonnes...

Le président de la République s'est rendu, hier, à l'Agence nationale pour le développement de la défense (ADD) afin d'officialiser le succès du lancement de nouveaux missiles balistiques. Secret défense oblige, aucune caméra n'a pu filmer l'arme de pointe en question. Tout en évoquant cet aspect confidentiel, Moon Jae-in a félicité l'équipe de l'ADD d'avoir réussi à mettre au point de nouveaux engins dotés d'une ogive qui fait partie des meilleures au monde en termes de poids. Malgré la discrétion, les experts pensent qu'il s'agit de missiles balistiques *Hyunmu 4*, un arsenal qui égalerait presque une arme nucléaire stratégique, et qui est en mesure d'atteindre une portée de 300 kilomètres et de transporter une ogive de deux tonnes. Pour rappel, le chef de l'État et son homologue américain, Donald Trump, ont adopté, lors de leur sommet en 2017, une nouvelle directive sur les missiles. Cette révision a levé entièrement les restrictions concernant le poids des ogives sud-coréennes.

(KBS World Radio, le 24-07-2020)

Un radar multifonction à balayage électronique et à antenne active développé par la Corée du Sud...

Moon Jae-in s'est réjoui de la mise au point de l'AESA, un radar multifonction à balayage électronique et à antenne active. C'est un équipement-clé nécessaire au projet de développement des avions de chasse sud-coréens KF-X. Le locataire de la Cheongwadae a tenu à préciser que Séoul comptait initialement transférer cette technologie dans le cadre de l'achat de chasseurs F-35A auprès du constructeur Lockheed Martin, mais que Washington n'avait pas donné son feu vert. L'ADD a donc été amenée à mettre au point ce radar par ses propres moyens, et elle vient de réussir son pari. Cela devrait donner un nouvel élan au projet du KF-X.

(KBS World Radio, le 24-07-2020)

L'armée de l'air indienne en passe de recevoir le premier lot de cinq avions de combat *Rafale*...

Le premier lot de cinq *Rafale* de l'armée de l'air indienne devrait arriver en Inde d'ici la fin du mois. L'armée de l'air indienne a déclaré que l'avion sera officiellement présenté à la base de l'armée de l'air Ambala le 29 juillet sous réserve des conditions météorologiques. L'équipage et le personnel au sol de l'armée de l'air indienne ont suivi une formation complète sur l'avion, y compris ses systèmes d'armes très avancés, et sont maintenant pleinement opérationnels. Après l'arrivée, les efforts porteront sur la mise en service opérationnel de l'avion au plus tôt.

(All India Radio, le 21-07-2020)

Manœuvres navales conjointes américano-indiennes dans l'océan Indien...

La marine indienne a entrepris un exercice avec la marine américaine dans la région de l'océan Indien. Le groupe de frappe des porte-avions de la marine américaine, dirigé par l'*USS Nimitz* et la marine indienne, a mené les exercices maritimes PASSEX qui visent à améliorer encore l'interopérabilité entre les marines des deux pays. Le *Nimitz Carrier Strike Group* est en passe d'être déployé dans la région du Golfe à partir de la mer de Chine méridionale. La marine indienne a également mené récemment des exercices conjoints similaires avec les marines japonaise et française.

(All India Radio, le 21-07-2020)

Vers un déploiement du système de défense antimissile américain *Aegis-Ashore* sur l'île de Guam...

Le commandant de l'United States Pacific Command, ou Commandement Pacifique des États-Unis, dit souhaiter déployer le système de défense antimissile basé à terre, connu sous le nom d'*Aegis Ashore*, à Guam pour servir de force de dissuasion contre la Chine. L'amiral Philip Davidson a déclaré mardi à la presse qu'il pensait que les adversaires des États-Unis auraient fait suffisamment de progrès technologiques d'ici 2026 pour défaire les systèmes actuels américains de défense antimissile. Cette

remarque viserait apparemment à exprimer les craintes concernant les développements rapides de la Chine dans le domaine de la technologie de missiles. L'amiral Davidson a également dit avoir demandé 5,2 milliards de dollars sur une période de cinq ans à partir de l'année fiscale qui commencera en octobre afin de pouvoir déployer le système Aegis Ashore à Guam. La Chine aurait développé des missiles balistiques intercontinentaux capables d'atteindre le territoire américain, ainsi que des armes hypersoniques capables de percer les réseaux de défense antimissile.
(Radio Japon international, le 22-07-2020)

Manœuvres navales conjointes sud-coréano-japonaises dans la région du golfe d'Aden...

La marine sud-coréenne a mené un exercice conjoint avec la Force maritime d'autodéfense japonaise pour lutter contre la piraterie. Le destroyer sud-coréen *Dae Jo-yung* de l'unité *Cheonghae* et l'escorteur nippon *Onami* se sont entraînés les 16 et 17 juillet près du golfe d'Aden. Le vaisseau espagnol *Santa Maria*, de la force navale de l'Union européenne, positionné au large de la Somalie, y a également pris part. C'est la première fois en trois ans qu'un entraînement militaire collectif de Séoul et Tokyo est dévoilé au public. La dernière opération du genre remonte à avril 2017. Selon une source militaire, il s'agit du premier rassemblement de ce type cette année. Un autre responsable affirme que c'est un exercice ordinaire organisé par le commandement de l'UE. Celui-ci mène régulièrement l'opération *Atalante*, visant à faire face à la piraterie. Cette mission portait sur une manœuvre lors du rapprochement de vaisseaux, de tirs maritimes, de contre-mesures à l'approche de petits navires et d'échanges de communications entre bateaux.
(KBS World Radio, le 22-07-2020)

La Russie accusée par Washington d'avoir testé une arme capable de détruire des satellites dans l'espace...

Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont prétendu que la Russie avait testé une arme capable de viser et de détruire des satellites dans l'espace. Le Commandement spatial américain a déclaré jeudi que Moscou avait testé un missile antisatellite ajoutant qu'il s'agissait d'une menace d'un nouveau genre venant de la part des Russes. Ce commandement américain avait déjà déclaré la veille, mercredi, dans un communiqué que les Russes avaient procédé à un test d'un missile antisatellite. Le général John W. Raymond qui dirige la Force spatiale américaine a ainsi émis un avertissement. « Il s'agit d'une nouvelle preuve des tentatives russes destinées à développer et à tester des systèmes depuis l'espace, ce qui maintient sous la menace les installations des États-Unis et de leurs alliés ».
(Press TV, le 24-07-2020)

Les États-Unis ont accusé jeudi la Russie d'avoir testé une arme qui pourrait être utilisée pour détruire des satellites dans l'espace, s'inquiétant d'une menace réelle, sérieuse et croissante. « Le Commandement spatial américain a des preuves que Moscou a conduit un test non-destructeur d'une arme antisatellite depuis l'espace le 15 juillet » a-t-il déclaré dans un communiqué. « Le test de la semaine dernière est un nouvel exemple que les menaces contre les installations spatiales des États-Unis et de ses alliés sont réelles, sérieuses et croissantes » a poursuivi le Space Command. « C'est inacceptable » a tweeté le négociateur américain sur le désarmement Marshall Billingslea, ajoutant qu'il s'agissait d'un problème sérieux qui serait discuté la semaine prochaine à Vienne lors des discussions pour remplacer le traité bilatéral New Start sur la limitation du nombre de têtes nucléaires. « Le système utilisé pour le test de la semaine dernière est le même que celui à propos duquel le Space Command avait exprimé son inquiétude plus tôt cette année, lorsque la Russie avait manœuvré près d'un satellite du gouvernement américain » a déclaré le général Jay Raymond, qui dirige la Force de l'espace américaine. « Il s'agit d'une nouvelle preuve des efforts constants de la Russie pour développer et tester des systèmes depuis l'espace, en accord avec la doctrine militaire du Kremlin d'avoir recours à des armes qui tiennent les installations des États-Unis et de leurs alliés sous la menace » a poursuivi le général, cité dans le communiqué.
(124News, le 24-07-2020)

... CYBERESPACE ...

Des tutoriels de hackers iraniens mis en ligne sur un serveur dédié mal sécurisé...

Des hackers iraniens appartenant au groupe bien connu APT35, ou *Charming Kitten*, se sont fait subtiliser des heures de vidéo montrant leurs activités de piratage, alors qu'ils les avaient mises en

ligne sur un serveur dédié dont la sécurité était mal configurée. Les images montrant leurs écrans d'ordinateur se voulaient être des tutoriels destinés à former de futurs hackers au piratage des messageries électroniques *Gmail* et *Yahoo*, afin de se livrer à des attaques de Phishing ou hameçonnage. Consistant à obtenir des renseignements personnels pour usurper une identité, les attaques menées dans les vidéos visaient notamment le département d'État américain. Sur d'autres images, on voit un pirate extraire les photos, courriels et dossiers fiscaux d'un marin membre de l'US Navy. « Le groupe s'est concentré sur les cibles gouvernementales et militaires qui représentent un défi direct pour l'Iran, telles que les régulateurs nucléaires et les organes de sanctions. Plus récemment, il a ciblé des sociétés pharmaceutiques impliquées dans la recherche sur des traitements contre le nouveau coronavirus » a indiqué le site d'information *Wired*. Les activités du groupe APT35 sont liées au gouvernement iranien depuis 2014. Ces cybercriminels avaient déjà visé la campagne électorale de Donald Trump en 2016.

(I24News, le 20-07-2020)

En Turquie, un projet de loi pour renforcer le contrôle des réseaux sociaux...

En Turquie, le parti du président Recep Tayyip Erdogan a présenté hier au parlement un projet de loi visant à renforcer le contrôle des réseaux sociaux. En l'état le texte accroît le pouvoir d'action et de répression des autorités politiques et judiciaires sur ces réseaux au détriment de la liberté d'expression. C'est ce que dénoncent plusieurs voix qui se sont élevées face à ce projet. Selon la version du texte déposée au parlement, les principaux réseaux sociaux comme *Twitter* et *Facebook* devront désigner un représentant en Turquie sous peine de voir leur bande passante très fortement réduite, jusqu'à les rendre quasiment inutilisables. Ces réseaux sociaux devront par ailleurs obtempérer sous 24 heures aux injonctions de tribunaux demandant le retrait de certains contenus. C'est loin d'être anodin. La Turquie figure par exemple en tête des pays demandant le plus de retrait de contenu à *Twitter* avec plus de 6 000 requêtes sur les six premiers mois de 2019. De fortes amendes sont prévues en cas de non-respect de ces requêtes. Officiellement, il s'agit de mettre fin aux injures, aux insultes et au harcèlement en ligne, à l'image de ce qu'ont subi récemment la fille et le gendre du président après la naissance de leur fils. Mais dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan les notions d'insultes et d'injures sont interprétées largement, en particulier lorsqu'il s'agit du chef de l'État lui-même. On ne compte plus les procès pour insulte au président ou propagande terroriste qui s'appuient uniquement sur un ou quelques *Tweets*. L'adoption du texte au parlement qui est dominé par l'alliance au pouvoir ne fait aucun doute. Elle devrait être rapide. Tayyip Erdogan souhaitant voir le texte voté avant les vacances parlementaires.

(Radio Vatican, le 22-07-2020)

Washington annonce l'inculpation de deux hackers chinois liés au gouvernement de Pékin...

Des officiels américains ont inculpé deux Chinois pour avoir dérobé des informations confidentielles dans des compagnies et organisations de plusieurs pays. Des officiels du département américain de la Justice ont déclaré mardi avoir mis en accusation les deux hommes âgés de 33 et 34 ans. Ces derniers auraient mené une campagne mondiale de piratage pendant plus d'une décennie. Ils auraient visé des entreprises dans divers secteurs, dont ceux de la fabrication de produits de haute technologie, de la médecine et de la défense. Le département a ajouté que les suspects avaient récemment exploré de possibles vulnérabilités dans les réseaux informatiques de compagnies américaines effectuant des recherches sur les vaccins contre le coronavirus. Les informations qui auraient été dérobées comprendraient des données concernant des dispositifs médicaux de compagnies japonaises, la conception de turbines à gaz avancées et le code source de logiciels de jeux vidéo. Les deux suspects se trouveraient en Chine. Le FBI a émis un mandat pour leur arrestation.

(Radio Japon international, le 22-07-2020)

Les récents incendies ayant frappé différents sites iraniens ne seraient pas liés à des cyberattaques, selon Téhéran...

Abbas Mousavi, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, a affirmé jeudi que les infrastructures de son pays faisaient l'objet de milliers de cyberattaques quotidiennes, qu'il a attribué aux États-Unis. « L'Iran se réserve le droit de répondre de la même manière, au moment opportun » a mis en garde M. Mousavi. Le porte-parole iranien a cependant indiqué que les récents incendies qui ont frappé différents sites à travers le pays n'étaient pas liés à une cyberattaque. « En revanche, le gouvernement américain sera le principal suspect dès lors qu'il y aura une nouvelle cyberattaque

menée contre l'Iran » a-t-il ajouté. « Des milliers de cyberattaques sont menées quotidiennement contre nos infrastructures, ce qui n'est pas nouveau. La plupart d'entre elles n'ont aucun effet et sont contrecarrées par nos systèmes de défense avancés et sophistiqués » a-t-il conclu.
(I24News, le 23-07-2020)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Début des essais en vol du nouvel hélicoptère de combat et de transport ultra-moderne russe Mi-8AMTTch-VN...

« L'hélicoptère de combat et de transport ultra-moderne Mi-8AMTTch-VN entame ses essais en vol » a fait savoir le directeur général de la holding Hélicoptères de Russie Andreï Boguinski. Les essais dureront jusqu'en novembre. Le directeur général de la holding Hélicoptères de Russie Andreï Boguinski a annoncé à *Sputnik* le début des essais en vol de l'hélicoptère de combat dernier cri Mi-8AMTTch-VN. « Un travail actif est mené sur un nouvel appareil de repérage afin qu'à l'automne il puisse être fabriqué en série » a-t-il précisé. Anatoli Serdioukov, directeur industriel du groupe Rostech dont fait partie la holding Hélicoptères de Russie, a signalé pour sa part que du point de vue technique le Mi-8AMTTch-VN avait été conçu compte tenu de l'expérience de l'utilisation des hélicoptères dans des conflits modernes. Il est notamment doté de moteurs d'altitude d'une plus grande puissance, d'un nouveau système dynamique et d'un armement plus varié. Ces particularités d'un engin modernisé augmentent ses capacités de combat dans des opérations spéciales menées dans les conditions les plus difficiles. « La première étape des essais doit prendre fin en novembre. Ensuite deux autres appareils se joindront aux vols » a-t-il ajouté. Le Mi-8AMTTch-VN est une version modernisée du Mi-8/17. Il est équipé d'un groupe turbomoteur avec une transmission modernisée et d'un nouveau système dynamique. Son armement est équivalent à celui de l'hélicoptère d'attaque Mi-24 et comporte deux mitrailleuses avant de 12,7 millimètres. Il est adapté pour l'installation d'appareils de vision nocturne.

(Radio Sputnik, le 22-07-2020)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30